



# DOSSIER DE PRESSE

COOPÉRATION SÉNÉGAL – MAROC :  
CONVENTION SUR L'ASSISTANCE AUX  
PERSONNES DÉTENUES ET LE TRANSFÈREMENT  
DES PERSONNES CONDAMNÉES



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL  
PRIMATURE

**BIC-GOUV**

BUREAU D'INFORMATION ET DE  
COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT



## CONTEXTE

Les drames de la migration continuent de frapper la jeunesse africaine et sénégalaise : sur les rives de la Méditerranée, des centaines voire des milliers de Sénégalais échouent encore. Sur les côtes africaines, pour le départ ou le transit, des Sénégalais sont souvent arrêtés, emprisonnés, d'autres se fondent dans la nature. Des scénarii dramatiques tristement rituels et habituels sur les côtes atlantiques et méditerranéennes.

Ce phénomène migratoire est d'envergure mondiale. Le bilan officiel phénoménal avec des milliers et des milliers de personnes mortes sur les routes de l'exil. Et dans ces décomptes, ne figurent point les disparus ou morts sans témoins, tous engloutis dans le gros ventre de l'Atlantique et de la Méditerranée.

Dans cette hécatombe par-dessus bord jusque dans les profondeurs et tréfonds abyssales et hadales des mers et océans, le Sénégal a perdu beaucoup de ses fils. Des enfants, des hommes, des femmes et des familles sont partis sans jamais revenir. Ou sont revenus les pieds devant. Ou peuplent les prisons des pays d'accueil ou de transit. C'est le lot de ce vieux fléau mondial ces vingt dernières années. Aujourd'hui encore, les vagues de départ vers l'Europe de jeunes sénégalais fuyant les affres de la pauvreté, du chômage, du désœuvrement ou pour le rêve d'une vie meilleure, continuent.

## JUSTIFICATION

Parmi ces très nombreux jeunes sénégalais qui empruntent des embarcations de fortune pour regagner l'Europe, certains passent par le Maroc où ils sont emprisonnés, qu'il s'agisse de candidats au voyage ou de convoyeurs de migrants vers l'Europe via le royaume chérifien.

C'est dans ce contexte que le Sénégal a décidé d'assister et d'accompagner ses ressortissants en conflit avec la loi au Maroc. Le Président de la République du Sénégal, Bassirou Diomaye Diakhar FAYE, a pris l'initiative de faire transférer les Sénégalais détenus au royaume chérifien, par le truchement d'une loi qui sera votée à l'Assemblée nationale.

Ainsi, le mercredi 22 janvier 2025, en Conseil des ministres, au titre des textes législatifs et réglementaire, il a été examiné le projet de décret autorisant le Président de la République, à ratifier la Convention entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'assistance aux personnes détenues et sur le transfèrement des personnes condamnées, signée le 17 décembre 2004 à Rabat (Maroc).

A cet effet, le projet de loi a été adopté le 3 mars 2025 par la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Il passera en plénière pour son adoption définitive le 11 mars 2025. Suivront ensuite les étapes de la ratification par le Président de la République et la publication au Journal officiel.

## DE LA CONVENTION SUR L'ASSISTANCE AUX PERSONNES DÉTENUES ET SUR LE TRANSFÈREMENT DES PERSONNES CONDAMNÉES



La Convention susnommée comporte DEUX PARTIES réparties entre vingt-quatre (24) Articles. Elle aborde les questions de « l'assistance des Consuls aux personnes détenues, la définition de termes et expressions, les principes généraux, les motifs de refus, les conditions du transfèrement, la procédure, les voies de communication, les demandes de transfèrement et réponses, les informations concernant l'exécution, la dispense de légalisation, le choix des langues, l'escorte et frais, les conséquences du transfèrement, la cessation de l'exécution de la sanction, la grâce, l'amnistie et la commutation, la révision du jugement, application dans le temps, application territoriale », entre autres. Par exemple, l'Article 8 de la Convention dispose : la demande de transfèrement peut être présentée :

- **Soit par le condamné lui-même ou par son représentant légal qui présente à cet effet, une requête à l'un des deux États**
- **Soit par l'État de condamnation**
- **Soit par l'État d'exécution**

L'Article 13 sur l'escorte et frais :

- **L'État d'exécution fournit l'escorte pour le transfèrement**
- **Les frais de transfèrement y inclus de l'escorte sont à la charge de l'État d'exécution, sauf s'il en est décidé autrement par les deux États**
- **Les frais occasionnés exclusivement sur le territoire de l'État de condamnation sont à la charge de cet État**
- **L'État d'exécution peut toutefois recouvrer tout ou partie des frais de transfèrement auprès du condamné**



La présente Convention est applicable sur tout le territoire des deux pays, tel qu'en dispose l'Article 23.



## COOPÉRATION JUDICIAIRE ENTRE LE SÉNÉGAL ET LE MAROC

La coopération judiciaire entre la République du Sénégal et le Royaume du Maroc remonte aux années 1960. Le 3 juillet 1967, à Rabat, les deux pays ont signé la Convention de coopération judiciaire, d'exécution des jugements et d'extraction.

Dans la situation de référence établie par le ministère sénégalais de la Justice, il ressort que cette Convention de coopération judiciaire présentait des lacunes en ne prévoyant pas de dispositions relatives à l'assistance aux personnes détenues et au transfèrement des personnes condamnées.

C'est ainsi que sur initiative des deux États qui ont senti le besoin de renforcer leur coopération judiciaire afin de favoriser la réinsertion sociale des personnes condamnées et leur permettre de passer le reliquat d'une peine privative de liberté dans leur milieu social d'origine, le Gouvernement de la République du Sénégal et celui du Royaume du Maroc ont signé, à Rabat, le 17 décembre 2004, une Convention portant sur l'assistance aux personnes détenues et le transfèrement de personnes condamnées.

Les consultations techniques qui ont abouti à la signature de la Convention judiciaire ont porté sur les conditions et modalités de l'assistance aux personnes détenues et sur le transfèrement des personnes condamnées. Et c'est sans aucune réserve que les Ministres des Affaires étrangères des deux pays ont signé ladite Convention.

Il s'agissait de disposer d'un cadre juridique moderne apte à apporter l'aide et l'assistance nécessaires aux sénégalais poursuivis ou condamnés au Maroc notamment pour des faits relatifs à l'immigration clandestine afin de leur permettre de purger le reste de leurs peines au Sénégal. Cette Convention de 2004 permet également la modernisation des instruments de coopération conformément aux standards internationaux.

Les avantages pour le Sénégal de ratifier la Convention tournent autour des axes suivants :

- **Développer un leadership au niveau régional**
- **Étendre son réseau de coopération en matière judiciaire et sécuritaire dans la région**
- **Garantir la sécurité juridique et judiciaire des concitoyens sénégalais au-delà de nos frontières**



Au plan social, la mise en œuvre des accords offre de meilleures conditions de réinsertion aux Sénégalais condamnés au Maroc.

Sur le **registre juridique et administratif**, la Convention ratifiée entre dans l'**ordonnancement juridique du Sénégal**.

## DE LA SITUATION DES SÉNÉGALAIS AU MAROC

La **communauté sénégalaise vivant au Maroc** est estimée à environ **200 000 personnes**. Les Sénégalais du Maroc sont principalement concentrés dans les grandes villes telles que **Casablanca, Rabat, Fès, Meknès, Marrakech, Agadir et Kénitra**. « En effet, le Maroc est un pays de destination des migrants sénégalais attirant une grande diversité de profils socioéconomiques, mais aussi de transit de candidat à l'émigration irrégulière vers l'Espagne par voie maritime », lit-on dans une note de la Directrice des Sénégalais de l'Extérieur. En plus des traditionnels pèlerins, commerçants et étudiants, on observe de plus en plus des compatriotes exerçant des métiers dans la restaurations, le sport, l'agriculture, les personnels de maison ou marchands ambulants. De plus, le Maroc, en tant que carrefour stratégique, attire également un nombre croissant de migrants irréguliers qui vivent de petits boulots en attendant de rejoindre l'Espagne.

## LES RETOURS DE MIGRANTS SÉNÉGALAIS EN PROVENANCE DU MAROC

C'est ainsi que de nombreux Sénégalais sont en conflit avec la loi au Maroc ou sont revenus au Sénégal.

En ce qui concerne les retours de Sénégalais, **1115 migrants** sur 3004 viennent du Maroc, **soit 37,16 % des retours en 2024**. Au titre de l'**année 2025**, l'on note déjà **180 Sénégalais ramenés** du Maroc sur **184 au total**, représentant ainsi **97,8% des retours**.

## LES SÉNÉGALAIS DÉTENUS DANS LES PRISONS MAROCAINES

Les détenus Sénégalais répertoriés au Maroc sont au nombre de 299, dont 160 dans la juridiction du Consulat Général du Sénégal à Dakhla (93 à Laâyoune ; 49 à Bouizakarne et 18 à Tan-Tan), et 139 dans celui de Casablanca qui couvre le reste du pays.

Les principaux motifs de condamnation concernent :

- **L'immigration clandestine,**
- **La drogue (consommation et vente),**
- **Association de malfaiteurs et participation à des crimes,**
- **Faux billets et fausse monnaie,**
- **Escroquerie et fraude.**

À ce propos, 38 compatriotes détenus ont exprimé le souhait d'être transférés au Sénégal. Ce nombre est réparti comme suit :

- **01 à Khouribga,**
- **01 à Safi Central,**
- **02 à Es-Smara,**
- **02 à Kénitra,**
- **02 à Tan-Tan,**

- 03 à Nador,
- 03 à Ait Melloul Agadir,
- 11 à Laâyoune,
- 13 à Bouizakarne.

Parmi ces demandeurs, 10 sont condamnés à des peines allant de 03 à 25 ans.

## L'HISTORIQUE DES RELATIONS ENTRE LE SÉNÉGAL ET LE MAROC

La ratification en cours de la Convention entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'assistance aux personnes détenues et le transfèrement des personnes condamnées signé le 17 décembre 2004, à Rabat, est une occasion de passer en revue les traditionnelles relations d'amitié et de coopération qui unissent les deux pays.

« Le Sénégal et le Royaume du Maroc ont toujours entretenu d'excellentes relations diplomatiques aussi bien au plan bilatéral que multilatéral. Cette entente stratégique se matérialise aussi par une coopération riche et solide dans divers domaines tels que les infrastructures, l'énergie, le commerce, l'enseignement supérieur, la formation, le tourisme entre autres », informe la note de la Directrice des Sénégalais de l'Extérieur.

**Coopération panafricaine et arabe (1960-1970) :** durant cette période, les deux pays renforcent leurs liens dans des projets de coopération au sein de l'Union Africaine et de l'Organisation de la coopération islamique.

**Visite du Roi Hassan II au Sénégal (1980) :** cette visite contribuera fortement à la consolidation des liens politiques et économiques, notamment dans le commerce et l'éducation.

**Création de la Banque Arabe pour le Développement en Afrique (1980) :** le Sénégal et le Maroc sont parmi les pays fondateurs de la Banque Arabe pour le Développement en Afrique, renforçant ainsi leur coopération économique.

**Accord de Coopération Culturelle et Universitaire (2001) :** cet accord favorise l'échange d'étudiants et de chercheurs entre les deux pays. Le Maroc représente ainsi une destination privilégiée pour les étudiants sénégalais.

**Signature de la Convention sur le Transfert des Personnes Condamnées (2004) :** le 17 décembre 2004, les deux pays signent une convention permettant le transfèrement des détenus entre le Sénégal et le Maroc pour le rapprochement familial et le respect des droits des prisonniers. Cet accord est en cours de ratification après une mise à jour permettant de prendre en charge des préoccupations majeures des deux parties.

**Accords de Coopération Économique et Commerciale (2005-2010) :** les deux pays renforcent leur coopération économique avec des investissements marocains au Sénégal dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie et de l'agriculture.

**Coopération dans le domaine de l'énergie (2016) :** en 2016, le Sénégal et le Maroc concluent des accords sur les énergies renouvelables, avec une forte coopération dans la production d'énergie solaire et éolienne.

**Accords de Coopération en matière de Sécurité et de Lutte contre le Terrorisme (2019) :** en 2019, les deux pays renforcent leur coopération en matière de sécurité, notamment dans la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue, avec des formations et échanges d'informations.

Au-delà du judiciaire, le Sénégal et le Maroc entretiennent d'autres relations dans les domaines militaire et commercial.

## **DE LA SITUATION DE LA COOPÉRATION MILITAIRE AVEC LE ROYAUME DU MAROC**

La coopération militaire entre le Royaume du Maroc et le Sénégal est ancrée dans les liens historiques qui unissent les deux pays. Elle a effectivement commencé au début des années 1970 et s'est considérablement développée depuis cette date. À ce jour, il n'existe pas un Accord-cadre régissant cette coopération. Toutefois, une Convention de partenariat entre l'Institut de défense du Sénégal (IDS) et le Collège royal de l'enseignement militaire supérieur (CREMS) des Forces armées royales marocaines a été signée le 1er juin 2021, à Kénitra.

### **DOMAINES DE COOPÉRATION MILITAIRE**

Ce partenariat couvre les domaines suivants :

- Formation
- Entraînement et exercices
- Acquisition d'équipements militaires
- Soutien aux opérations civilo-militaires
- Échanges de délégations

### **Sur la formation**

Aujourd'hui, le Maroc s'est imposé comme l'un des partenaires-clés des Armées en matière de formation. L'état des places de stages offertes par le Royaume du Maroc au titre des années académiques (2023-2024 et 2024-2025), est ainsi répertorié (**Cf tableau ci-dessous**) :



CYCLE 2023-2024		
ETABLISSEMENT	NATURE DU STAGE	Places offertes
CREMS	Cours supérieur de Défense	01
	Cours d'État-major	01
CSL	Cours supérieur de logistique	01
ARM	Formation élève officier	01
ERSSM	Résidanat en médecine physique et rééducation	01
	Résidanat en chirurgie réparatrice et plastique	01
ERI	Cours des capitaines	01
A.R.ART	Cours des capitaines	01
	Stage d'Application	01
ERM	Cours des capitaines	01
	Stage d'Application	01
	BS AP/AGC	01
<b>TOTAL</b>		<b>12</b>
CYCLE 2024-2025		
AIR		
	Cours des capitaines	01
	Formation initiale d'officiers	02
	Brevet supérieur toutes spécialités	01
	Brevet élémentaire contrôle et surveillance activité aériennes	02
<b>TOTAL</b>		<b>06</b>
Marine		
	Cours des Capitaines	01
	Formation initiale mer	02
	Elèves maistrances	03
	BS	03
	BA	02
<b>TOTAL</b>		<b>11</b>
Marine		
CREMS	Cours supérieur de défense	01
	Cours d'État-major	01
CSL	Cours supérieur logistique	01
ARM	Formation d'élève officier	02
ERSSM	Résidanat en médecine physique et rééducation	01
	Résidanat en chirurgie réparatrice et plastique	01
	Cours des capitaines	06
	Stage d'Application	05
	BS AP/AGC	01
	Moniteur parachutiste	02
<b>TOTAL</b>		<b>21</b>

## Sur la logistique

Dans le domaine de l'équipement, les Forces Armées royales marocaines se sont toujours montrées solidaires des Armées sénégalaises à travers d'importantes cessions de matériels durant des moments cruciaux tels que l'opération « GABOU ».

Au cours de l'année 2021, un don de jeu de cent (100) parachutistes a été reçu auprès du partenaire marocain.

## Sur les opérations

La coopération opérationnelle, bien que plus réduite, est également très active avec la Marine nationale, au plan bilatéral et multilatéral. Le Maroc envoie régulièrement des navires de guerre en escale à Dakar au plan bilatéral ou dans le cadre de l'exercice annuel multinational « OBANGAME EXPRESS ».

Depuis juillet 2017, les Marines nationales française et sénégalaise ainsi que la Marine royale marocaine sont engagées dans une coopération trilatérale sur la sécurité maritime qui prévoit l'organisation d'activités opérationnelles, le partage d'informations et la planification de formations qualifiantes spécialement pour les commandos marins. A ce titre, les trois Chefs d'état-major des Marines respectives se sont rencontrés en septembre 2019 à Dakar.

Par ailleurs, les deux armées participent ensemble dans des exercices multinationaux tels que « AFRICA LION », « FLINTLOCK »...

## Sur les échanges de délégations

La coopération avec le Maroc est également très dynamique au plan des échanges avec des visites régulières de délégations et des partages d'expérience dans le domaine médical. En 2017, le Chef d'état-major de la Marine et le Directeur du Service de Santé des Armées ont effectué des visites officielles au Maroc sur invitation de leurs homologues respectifs. En outre, le DG de l'ARSM et le CEMGA y avaient effectué une visite officielle respectivement dans les périodes du 20 au 26 octobre 2020 et du 18 au 22 janvier 2021.

## INSTANCES/PERSPECTIVES

- L'accueil d'un officier supérieur marocain au sein de l'IDS en qualité de professeur de groupe ;
- L'appui de la Partie marocaine dans les nouvelles créations d'écoles et de centres ;
- La relance du projet de texte formalisant le partenariat entre l'hôpital Principal de Dakar et l'hôpital Mohamed V de Rabat transmis à la Partie marocaine depuis 2013 ;
- L'initiation d'un projet d'Accord-cadre de coopération militaire et technique de commun accord afin de mieux encadrer toutes les nombreuses et diverses actions de coopération ;
- La formalisation de réunions annuelles de planification des activités de coopération à l'image de ce qui se fait avec les autres partenaires stratégiques des Armées.

## DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LE SÉNÉGAL ET LE MAROC

Les relations commerciales entre la République du Sénégal et le Royaume du Maroc sont régies par les dispositions des accords de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) dont les deux pays sont membres. A cet effet, les deux pays s'octroient la clause de la nation la plus favorisée (NPF). Les deux pays sont membres également de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF).

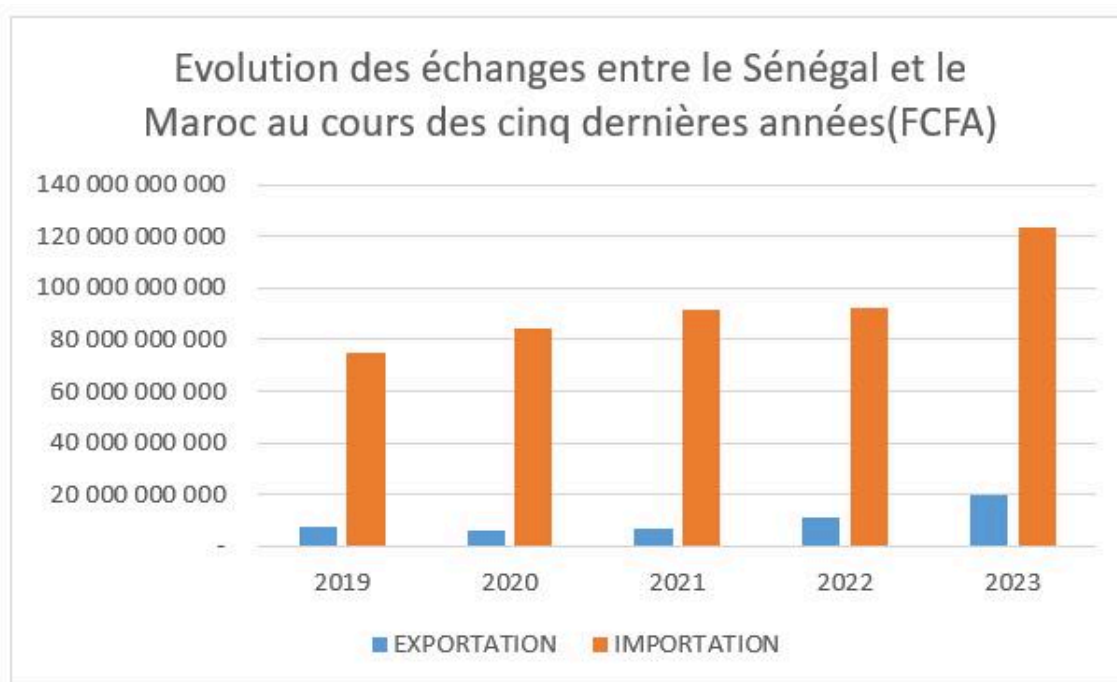
### SITUATION DES ÉCHANGES

**La Balance commerciale** - Le solde de la balance commerciale entre le Sénégal et le Maroc est déficitaire entre 2019 et 2023. Il est passé d'un peu plus de 67 milliards de francs Cfa en 2019 à environ de 104 milliards de francs Cfa en 2023 avec un taux de couverture moyen de 10,5% des taux de couverture dépassant 10%, pendant la période passée sous revue (voir tableau ci-dessous).

**Tableau : La balance commerciale entre 2019 et 2023**

INDICATEURS	2019	2020	2021	2022	2023
INDICATEURS	7 262 249 679	6 262 098 673	6 813 895 797	11 299 916 581	19 549 564 283
IMPORTATIONS	74 829 242 276	84 613 938 283	91 499 922 050	92 360 482 470	123 362 425 838
SOLDE COMMERCIALE	-67 566 992 597	-78 351 839 610	-84 686 026 253	-81 060 565 889	-103 812 861 555
SOLDE COMMERCIALE	10%	7%	7%	12%	16%

Source : DCE/ Donnés ANSD



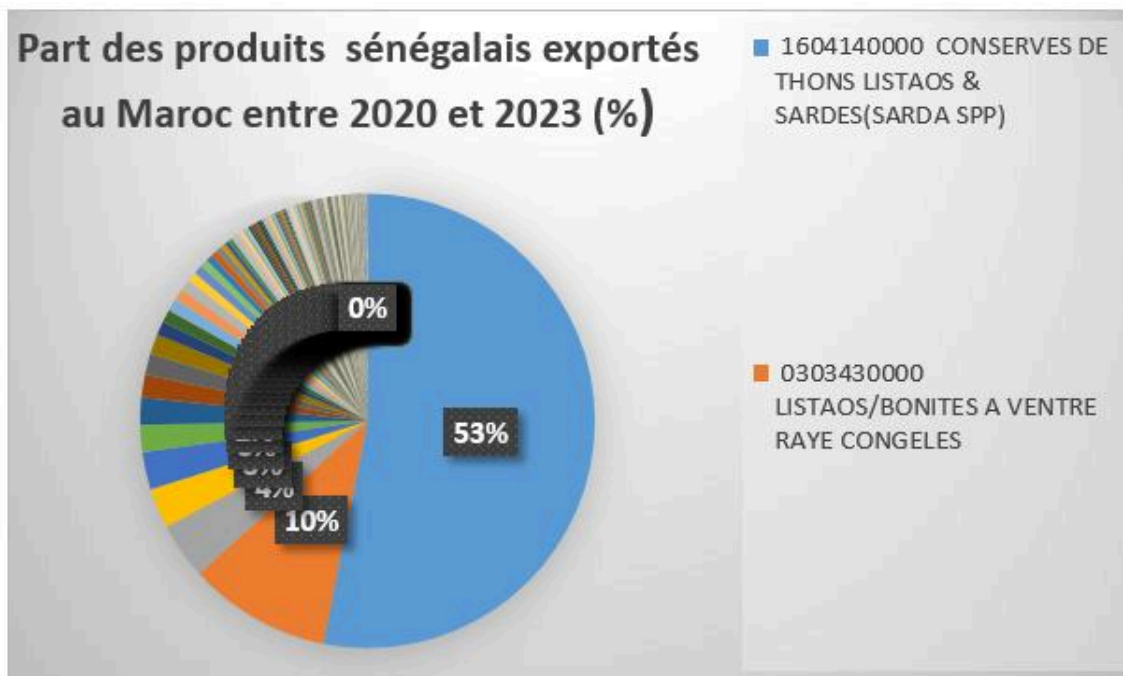


**Les importations** - Les importations sénégalaises en provenance du Maroc ont connu une **tendance régulière à la hausse** passant de plus de 74 milliards de francs Cfa en 2019 à plus de 123 milliards de francs Cfa en 2023.

Ainsi, les principaux produits importés par le Sénégal en provenance du Maroc portent essentiellement sur les autres huiles lubrifiantes (13%) suivi des sacs d'une largeur à la base de 40cm /plus ((12%), des boîtes (8%) et des autres médicaments (6%).

**Les exportations** - Les exportations sénégalaises vers le Maroc ont connu une légère baisse entre 2019 et 2020 passant de 7,3 milliards de francs Cfa en 2019 à plus de 19,5 milliards de francs Cfa en 2023.

Ainsi, les principaux produits exportés vers le Maroc par le Sénégal portent essentiellement sur les conserves de thons listaos et sardes (53%) suivi de listaos (10%) comme le montre le graphique ci-dessous.



Source : DCE/ Données ANSD

## AXES DE COOPÉRATIONS EXISTANTS

Il faut noter une forte présence des entreprises marocaines sur le territoire sénégalais dans des secteurs tels que l'agroalimentaire, la pharmacie, l'énergie, les BTP et les services. De plus, en 2004, un conseil d'affaires maroco-sénégalais a été mis en place, mais aussi un protocole d'accord entre l'Agence Sénégalaise de Promotion des Exportations (ASEPEX) et Maroc Export en vue de promouvoir et de renforcer leurs échanges commerciaux.

Ainsi, en plus des accords de partenariats conclus dans les domaines de l'urbanisme par exemple, le Maroc et le Sénégal ont conclu sept (7) accords en 2013 lors de la visite du roi Mohammed VI à Dakar, dans les domaines entre autres de la religion islamique, du tourisme, du transport maritime, de l'investissement, de l'aquaculture.

## Liste des Conventions judiciaires signées par le Sénégal Actualisée le 05 septembre 2024

N°	Intitulé de l'accord	Lieu de signature	Date de signature	Date de ratification	Date d'entrée en vigueur
01	Convention de coopération en matière judiciaire entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement de la République française	Paris	29-03-1974		
02	Convention judiciaire entre la république du Sénégal et la République de Guinée-Bissau	Bissau	08-01-1975		
03	Convention générale en matière de justice entre le Sénégal et la Guinée, signé à	Dakar	23-10-1979		
04	Convention de Coopération en matière judiciaire entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement de la République du Cap Vert	Dakar	17-04-1980		
05	Accord de Coopération judiciaire entre la République du Cap Vert et la République du Sénégal	Praia	14-10-1999		
06	Protocole d'accord de coopération entre le Ministère de la Justice de la République du Sénégal et le Ministère de la Justice du Royaume du Maroc en matière pénitentiaire	Rabat	17-12-2004		
07	Accord de Coopération entre le Centre de Formation judiciaire de la République du Sénégal et l'Institut Supérieur de la Magistrature du Royaume du Maroc	Rabat	17-12-2004		

<b>08</b>	Convention entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement du royaume du Maroc sur l'assistance aux personnes détenues et le transfèrement des personnes condamnées	Rabat	17-12-2004		
<b>09</b>	Convention entre la République du Sénégal et la République de Gambie sur l'assistance aux personnes détenues et le transfèrement des personnes condamnées	Banjul	13-03-2018		
<b>10</b>	Traité d'extradition entre le Gouvernement de la République Populaire de Chine et le Gouvernement de la République du Sénégal	Dakar	21 -07-2018		
<b>11</b>	Accord d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République du Sénégal et la République du Congo	Dakar	08-11-2018		
<b>12</b>	Convention d'extradition entre la République du Sénégal et la République du Congo	Dakar	08-11-2018		
<b>13</b>	Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République du Sénégal et la République de Gambie	Dakar	12-03-2020		
<b>14</b>	Convention relative à l'extradition entre la République du Sénégal et la République de Gambie	Dakar	12-03-2020		
<b>15</b>	Convention relative à l'Extradition entre la République Islamique de Mauritanie et la République du Sénégal	Nouakchott	12-07-2021		
<b>16</b>	Convention relative Entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre la République Islamique de Mauritanie et la République du Sénégal	Nouakchott	12-07-2021	loi n°2023-09 du 20 juin 2023	



<b>17</b>	Convention sur le Transfèrement des personnes condamnées entre la République Islamique de Mauritanie et la République du Sénégal	Nouakchott	12-07-2021		
<b>18</b>	Convention d'entraide judiciaire en Matière pénale entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement de la République française	Paris	07-09-2021		
<b>19</b>	Convention de coopération juridique et judiciaire en matière civile et commerciale entre l'État des Emirats Arabes Unis et la République du Sénégal	Abu Dhabi	14-10-2021	loi n°2023-11 du 20 juin 2023	
<b>20</b>	Convention en matière d'extradition entre l'État des Emirats Arabes Unis et la République du Sénégal	Abu Dhabi	14-10-2021		
<b>21</b>	Convention entraide judiciaire en matière pénale entre l'État des Emirats Arabes Unis et la République du Sénégal	Abu Dhabi	14-10-2021		
<b>22</b>	Convention relative au transfèrement des personnes condamnées entre le Gouvernement de l'État des Emirats Arabes Unis et le Gouvernement de la République du Sénégal	Abu Dhabi	12-03-2020		
<b>23</b>	Convention relative à l'Entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement de la République du Niger	Dakar	23-11-2022		
<b>24</b>	Convention relative au transfèrement des personnes condamnées entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement de la République du Niger	Nouakchott	23-11-2022		

<b>25</b>	Convention relative à l'extradition entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement de la République du Niger	Dakar	23-11-2022		
<b>26</b>	Convention d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre la République du Sénégal et la République de Gambie	Banjul	01-08-2023		
<b>27</b>	Convention entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire sur l'entraide judiciaire en matière pénale	Abidjan	01-08-2024		
<b>28</b>	Convention entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire sur le transfèrement des personnes condamnées	Abidjan	01-08-2024		
<b>29</b>	Convention entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire relative à l'extradition	Abidjan	01-08-2024		
<b>30</b>	Convention entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire sur la coopération judiciaire en matière civile et commerciale	Abidjan	01-08-2024		

### Sources :

1. Division Conventions et Accords internationaux / Direction des Affaires juridiques et consulaires (Ministère de l'Intégration africaine et des Affaires étrangères)
2. Direction des Sénégalais de l'extérieur (Ministère de l'Intégration africaine et des Affaires étrangères)
3. Division de la Coopération et des Relations internationales (Etat-Major Général des Armées)
4. Direction du Commerce extérieur / Ministère de l'Industrie et du Commerce

**Dakar, le 10 mars 2025**



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL  
PRIMATURE

**BIC-GOUV**

BUREAU D'INFORMATION ET DE  
COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT

**CONTACT PRESSE**

[contact@bic.gouv.sn](mailto:contact@bic.gouv.sn)